

DÉCLARATION À LA PRESSE DE M. FRANÇOIS MITTERRAND, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, À L'ISSUE DU SOMMET DES PAYS INDUSTRIALISÉS, CHÂTEAU DE VERSAILLES, DIMANCHE 6 JUIN 1982.

6 JUNE 1982 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

Mesdames et messieurs,

- La conférence au sommet des sept pays conviés à Versailles avec les représentants des Communautés européennes `CEE` a tenu ses séances de travail et vient de les achever par l'adoption d'une déclaration.
- Cette déclaration a, bien entendu, été adoptée par tous et représente donc un consentement général. Ce document vous sera distribué, si ce n'est déjà fait, dans les langues correspondantes, et pour vos travaux de commentateurs, vous pourrez les consulter et vous reporter au texte lui-même afin d'en apprécier la teneur.
- Nous sommes venus ici vous rencontrer, chefs d'Etat, chefs de gouvernement, autorités des Communautés européennes, non pas pour engager un dialogue - cela sera fait par chacun d'entre nous devant la presse, en particulier devant sa presse nationale ou toute autre presse qui souhaiterait nous entendre - mais pour vous faire comprendre par la déclaration que je fais devant vous, que je vous adresse et au-delà à ceux qui, dans mon pays et dans les autres, nous entendent, que ce sommet s'est déroulé dans un climat de travail, de coopération, de compréhension et, je crois pouvoir le dire, de relations d'amitié indispensables pour qui dispose d'une responsabilité aussi étendue que la nôtre. \ Nous avons successivement examiné les problèmes que vous savez, inscrits à l'ordre du jour - nous sommes restés fidèles à l'ordre du jour - lors des séances plénières. Nous avons étudié ce que l'on appelle l'état du monde, certaines zones sensibles où se jouent la paix et la guerre, nous avons étudié les relations entre l'Est et l'Ouest, nous avons étudié les relations entre le Nord et le Sud et nous avons débattu des problèmes qui nous sont propres, problèmes économiques, financiers, commerciaux touchant particulièrement aux domaines de la monnaie et du commerce.
- A l'intérieur de ces discussions, de nombreux points ont été précisés. Par exemple, dans les relations entre l'Est et l'Ouest, la manière dont nous concevons le déroulement des relations commerciales `commerce Est - Ouest` par exemple, lorsque dans les relations Nord - Sud, nous envisageons la relance prochaine des négociations globales, nous précisons, comme nous l'avons toujours fait, que doivent être préservés les droits, les obligations des institutions spécialisées. Mais enfin, tout cela vous le trouverez au détour de ce texte.
- Sur chacun des points examinés en séance plénière, l'accord a été obtenu de telle sorte que les textes dans les différentes langues, ont été exactement précisés afin qu'aucune interprétation divergente ne puisse prévaloir.
- J'ai dit que notre souci principal, sur-le-plan économique, était de parvenir à harmoniser nos actions dans la lutte contre l'inflation, dans la lutte contre le chômage et pour le développement de la croissance. A cette fin, nous nous imposons un certain nombre de règles ou de lignes de conduite. Nous ne voulons pas que l'attitude de l'un puisse nuire aux autres, et nous avons besoin de coopérer pour réussir ensemble. \ Nous n'avons pas prétendu décider pour les autres, c'est-à-dire pour ceux qui ne participaient pas au sommet et cela n'était pas dans notre esprit ni dans nos intentions, mais nous connaissons l'importance de nos choix et nous avons veillé à ce que ces choix s'inscrivent dans un développement de progrès pour tous et dans la finalité et le respect des principes de la paix.
- Nous n'avons d'intentions agressives à l'égard de personne. Nous voulons protéger ce que nous appelons certaines valeurs de civilisation qui nous sont communes et, particulièrement, sur-le-plan des régimes politiques, les traditions, les mœurs et les institutions démocratiques qui caractérisent les pays participant à cette réunion.
- En dehors des séances plénières, nous avons beaucoup discuté, échangé nos points de vue lors des repas qui étaient, certes des repas amicaux, mais aussi des repas de travail et nous avons occupé nos

soirées à nous entretenir de tous les problèmes qui sollicitent notre attention. Aucun n'était interdit. Ce qui est le propre de ce type de réunion, c'est que les chefs d'Etat et de gouvernement ainsi que les représentants des Communautés `CEE` font prévaloir le dialogue direct, l'échange de vues sur le côté rituel ou rigoureux des ordres du jour des assemblées internationales ou des confrontations administratives.\

C'est ainsi que nous avons abordé, dès le premier soir, la préoccupante affaire, disons les actes de guerre des Falklands `Malouines` dus malheureusement à l'initiative violente de l'Argentine qui a entraîné toute une série de conséquences dans la logique de cette situation. Et nous avons à nouveau répété notre condamnation des initiatives ou instigations violentes proférées par certains à la discussion dans-le-cadre des règles internationales, d'où notre soutien à la résolution 502 du Conseil de sécurité `ONU` et notre souhait de voir, le plus tôt qu'il sera possible, triompher un cessez-le-feu c'est-à-dire des termes d'un armistice s'appliquant à l'ensemble du conflit ou plutôt à l'ensemble des deux pays directement en cause.

- Mais, nous avons tenu à affirmer notre solidarité entière à l'égard de la Grande-Bretagne agressée en la circonstance dans ses intérêts nationaux et dans sa fierté nationale, solidarité qui est naturelle, la Grande-Bretagne doit retrouver son droit étant entendu que nous ferons tout pour que, ce droit reconnu, la paix l'emporte sur la guerre.\

Nous avons évoqué l'affaire du Liban qui est intervenue pendant la durée de notre conférence. Un texte a été diffusé. Ce texte a été élaboré et adopté, à peine savions-nous les premiers déroulements de cette affaire. Il n'a donc pas l'intention de recouvrir les événements qui se déroulent actuellement sinon qu'il y a intervention des armées israéliennes sur le sol du Liban et que ce pays, le Liban, a droit comme tout autre à l'indépendance, à la liberté, à l'unité et à sa souveraineté sur son territoire national, souveraineté bafouée souvent et par beaucoup, mais en la circonstance, de telle sorte que nous avons marqué notre réprobation vigoureuse des événements en question.

- Quant au corps du texte, moi je l'ai là, vous ne l'avez pas tous, et comme nous n'en discuterons pas, ceci n'est pas une conférence de presse, mais une déclaration, c'est à l'intérieur des autres conférences de presse que l'on pourra entrer dans le vif du sujet, répondre à vos questions, dialoguer avec vous.\

Nous avons voulu procéder de la sorte, qui est un peu différente de celle d'Ottawa, pour éviter huit déclarations successives un peu artificielles, c'est la loi du genre, et qui n'apportaient pas grand chose au débat. Comme ce n'était pas non plus un concours d'éloquence, à quoi cela servait-il ?

- Nous avons donc décidé de confier au président du sommet le soin de faire, devant la presse, la déclaration terminale, c'est ce que je fais au nom du sommet et en ma qualité de président, achevant son mandat, du sommet de Versailles. Il n'y aura donc pas d'autre déclaration que celle que j'énonce.

- J'avais pris le relais du Premier ministre du Canada, M. Pierre-Elliott Trudeau, je le repasse à M. le président des Etats-Unis d'Amérique `Ronald Reagan` puisque c'est dans son pays que se tiendra le sommet de 1983.\

Je dois dire, avant d'en terminer, qu'en tant que Président, mais plutôt alors cette fois-ci faisant prévaloir ma qualité de Français et de Président de la République française, je me suis réjoui de pouvoir me concerter avec les chefs d'Etat et de gouvernement des principaux pays alliés et amis, de pouvoir entretenir la même -nature de liens avec les Communautés Européennes `CEE`, de leur offrir l'hospitalité que nous avons essayé de leur rendre agréable. Nous avons le sentiment d'avoir avancé. C'est aussi un appel au progrès, au développement, à la capacité pour nos sociétés de maîtriser la situation difficile dans laquelle nous sommes... pas nous, le monde entier !

- Nous sommes assurés que notre responsabilité, nous sommes capables de l'assumer £ c'est l'impression qui domine dans mon esprit, au moment où j'achève mon mandat. Mais je le répète, en tant que Français, cela a été, c'est encore, pour nous, un honneur que d'avoir reçu et que de recevoir les représentants des peuples amis, comme de recevoir en ce moment la presse internationale qui, je l'espère, s'est estimée en mesure de faire correctement son travail et qui, sans aucun doute, nous a beaucoup honorés en retransmettant avec beaucoup de célérité et, j'espère aussi, d'exactitude, l'ensemble de nos travaux.

- Je n'ai rien d'autre à ajouter. Cette image derrière cette tribune sera donc éphémère £ il y a peu de chance qu'elle se reconstitue d'ici quelque temps, sinon dans d'autres lieux, c'est-à-dire aux Etats-Unis d'Amérique où nous nous rendons avec plaisir et intérêt l'année prochaine.

à Amérique où nous nous rendrons avec plaisir et intérêt l'année prochaine.

- Je vous remercie.\